

## Conférence des bâtonniers

### Assemblée générale

28 janvier 2011

---

Monsieur le président de la Conférence des bâtonniers,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires  
Mesdames, Messieurs les hauts magistrats,  
Monsieur le président du Conseil national des barreaux,  
Mesdames, Messieurs les Bâtonniers,  
Mesdames, Messieurs les avocats,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie Monsieur le président de m'avoir convié à votre Assemblée générale.

Je sais que vous attendez de moi des réponses concrètes car l'accès au droit et à la Justice, la protection des droits et libertés de nos concitoyens, sont des questions centrales, au cœur de mon action.

Vous le savez, et vous l'avez rappelé, la justice s'est engagée depuis plusieurs années dans un **vaste mouvement de modernisation**. Et votre profession s'est inscrite dans ce mouvement, non sans quelques résistances parfois.

Vous rappelez à juste titre l'introduction de la visio-conférence et la communication électronique dans les palais de justice ainsi que la réforme de la carte judiciaire. La Chancellerie a toujours veillé à mobiliser les moyens nécessaires pour leur réussite, en prenant en compte leurs conséquences pour les acteurs judiciaires.

Prenons l'exemple de la carte judiciaire : 4,7 millions d'euros d'aide à l'adaptation ont été alloués aux avocats. D'autres moyens financiers seront

encore mobilisés pour répondre au plus près des situations individuelles au cours de cette année.

La communication électronique et la dématérialisation des procédures constituent par ailleurs des outils innovants favorisant un gain de temps et d'efficacité dans les échanges que vous pouvez avoir avec les juridictions.

Ces réformes étaient indispensables pour améliorer l'organisation des juridictions et leur offrir des moyens plus modernes pour fonctionner, et ce dans la perspective d'un meilleur service rendu aux justiciables.

**Au-delà de ces sujets d'intérêt général, les réformes achevées et celles en cours reconnaissent pleinement la place et le rôle de l'avocat.**

**Elles reflètent aussi la volonté du Gouvernement de vous accompagner dans la modernisation de votre profession elle-même.**

## **1 La place et le rôle de l'avocat sont reconnus et valorisés par les lois que nous portons.**

- En amont des procédures juridictionnelles, votre rôle de conseil et de rédacteur d'acte, est pleinement reconnu :
  - L'**acte contresigné par avocat**, permettra très prochainement de conférer une valeur à votre contreseing et de sécuriser les actes sous-seings privés ;
  - La nouvelle **procédure participative**, créée par la loi dite « Béteille » du 22 décembre 2010, est une formidable innovation qui permettra d'inciter les parties à négocier en vue d'un règlement

amiable des conflits.

- Votre rôle dans le procès judiciaire est également reconnu par la **réforme de la représentation devant les cours d'appel** qui a été publiée **mercredi dernier au journal officiel**. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, vous pourrez postuler et plaider devant les juridictions d'appel.
- Enfin et surtout, des réformes emblématiques viennent renforcer vos moyens d'intervention au profit de la défense des droits et libertés fondamentaux :

- La **question prioritaire de constitutionnalité** ouvre une voie totalement nouvelle : vous êtes désormais en mesure de soulever toute question de constitutionnalité, avec les résultats que nous connaissons ;

- La **réforme de la garde à vue** s'est, à cet égard, enrichie de la décision du Conseil constitutionnel de juillet dernier. Cette réforme, vous le savez, vous confère des droits nouveaux qui ont déjà été confirmés en première lecture par l'Assemblée nationale à une très large majorité.

Par ce vote, le Gouvernement, et le Parlement, ont montré leur détermination à mettre aussi rapidement que possible notre droit en totale conformité avec les exigences résultant des décisions du Conseil constitutionnel, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de cassation, spécialement en ce qui concerne l'assistance effective de la personne par un avocat.

Les débats à l'Assemblée ont permis d'améliorer le projet déposé. J'avais du reste déposé des amendements le complétant pour prévoir l'assistance d'un avocat, sauf raisons impérieuses constatées par le procureur ou par le juge, en

matière de criminalité organisée, de trafic de stupéfiants et de terrorisme.

**Je souhaite maintenant voir ce texte débattu dans les meilleurs délais au Sénat.**

Aussi, je ne crois pas que la justice se détourne de l'individu, elle est au contraire soucieuse de la protection de ses droits, de la prise en compte des victimes aussi. Evidemment, des progrès peuvent toujours être accomplis dans ces domaines, et je mettrai tout en œuvre pour rapprocher la justice de nos concitoyens.

**2- J'entends bien vos inquiétudes sur ces questions et en particulier sur l'aide juridictionnelle.**

Je sais la tension très importante qui existe pour l'aide juridictionnelle en matière pénale, qu'accentuera évidemment la réforme de la garde à vue. A cet égard, des engagements ont été pris :

- celui d'assurer la priorité du financement de l'aide juridictionnelle pénale : cette responsabilité sera pleinement assumée ;
- celui de consacrer, sur l'enveloppe des crédits affectés à l'aide juridictionnelle, **80 millions d'euros en année pleine aux nouveaux besoins engendrés par la réforme de la garde à vue** : la dotation consacrée à l'indemnisation des avocats commis d'office intervenant au cours de la garde à vue sera ainsi multipliée par 5 (80 M€ au lieu de 15 M€ actuels).

J'ajoute que si la dotation prévue par la loi de finances 2011 s'avère insuffisante, des crédits seront ouverts en cours d'année, comme cela a été le cas en 2010.

Les enjeux de l'aide juridictionnelle vont au-delà de cette réforme, bien entendu. Des réflexions sont en cours sur les moyens d'un financement complémentaires de l'aide juridictionnelle : nous devons trouver des solutions qui soient à la fois pérennes et efficaces.

Je suis bien entendu à l'écoute de vos propositions, car il faut obtenir très rapidement le meilleur financement.

Nous devons réfléchir à des alternatives aussi : développer l'assurance de protection juridique peut constituer l'une de ces solutions ; et favoriser la subsidiarité de l'aide juridictionnelle lorsque ces contrats existent.

**3. Je souhaite vous confirmer mon engagement en faveur de la modernisation de l'exercice de votre profession.**

**Je vous annonce que le projet de loi de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et de certaines professions réglementées devrait être examiné en seconde lecture à l'Assemblée nationale dès le mois de mars.**

- Il modernise les structures à votre disposition. Les règles relatives aux **structures d'exercice sont simplifiées**, la vie et la transmission de vos cabinets en seront facilitées.
- **Le texte vous ouvre de nouvelles possibilités :**
  - En autorisant l'association d'avocats exerçant dans un Etat de l'Union européenne ;
  - En instaurant une interprofessionnalité capitalistique, qui vous permettra d'unir vos forces à d'autres professions

complémentaires, huissiers, notaires, mais aussi commissaires aux comptes, experts-comptables. Vous pourrez constituer des réseaux interprofessionnels, gage de développement d'une offre de services à la fois plus globale et plus compétitive.

Je ne pouvais assister à votre Assemblée générale, Mesdames, Messieurs les bâtonniers, sans évoquer les avancées qui vous concernent plus particulièrement. Je voudrais dire ici aussi les progrès accomplis en matière de gouvernance.

- **Avec le projet de loi de modernisation des professions, votre rôle d'arbitre est consacré et votre rôle élargi en matière de conciliation.**

#### **4 - Je vous propose de poursuivre dans la voie de la réforme.**

Vous allez pouvoir intervenir dans de nouveaux domaines d'activités économiques : Après vous avoir autorisé à investir le champ de la fiducie, il vous sera bientôt possible d'exercer l'activité de mandataire sportif.

La seule limite à vos activités juridiques résulte des incompatibilités posées par la réglementation, notamment de l'incompatibilité de votre profession avec toutes activités commerciales. Ces incompatibilités ont un sens. Leur justification tient au caractère libéral et indépendant de l'avocat.

Vous avez évoqué, Monsieur le Président, la question de l'avocat en entreprise. Des pistes s'ouvriront très prochainement, **d'ici la fin du trimestre avec la remise du rapport de Michel Prada**, dont les réflexions portent notamment sur

le renforcement de la place du droit dans l'entreprise.

\*

\* \*

Mesdames, Messieurs,

Les initiatives qui vous concernent sont nombreuses, et les réalisations déjà bien réelles. D'autres viendront, car les réformes en cours sont sur le point d'aboutir. C'est le défi que je vous propose de continuer à relever car c'est en assurant le développement et le rayonnement de votre profession, que nous permettrons un meilleur accès au droit et un renforcement des droits du justiciable.